



Social  
AGIU

“LORSQU’UN GOUVERNEMENT refuse de reculer devant une mobilisation portée par les syndicats, il y a un effet politique sur les élections qui suivent”, analyse Jean-Claude Mailly.

## “Emmanuel Macron n’a pas de culture sociale”

ENTRETIEN AVEC JEAN-CLAUDE MAILLY

Dans “Manifs et Chuchotements”, livre à paraître le 5 mai, l’ancien patron de Force ouvrière revient sur des décennies de batailles syndicales. Pour “Marianne”, il analyse la situation “éruptive” de notre pays.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE DEQUAY ET SOAZIG QUÉMÉNER

36 / Marianne / 30 avril au 6 mai 2021

**Marianne : En lisant votre livre, on découvre à quel point la gauche vous a déçu, vous, l’ancien adhérent du PS...**

**Jean-Claude Mailly :** Quand la gauche arrive au pouvoir en 1981, elle prend certaines décisions dont on peut discuter : l’augmentation brutale du smic, les nationalisations à 100 %. Ensuite, il y a un serrage de vis, et la politique menée n’est plus de gauche. C’est la rigueur dès 1983 ! Avec François Hollande, cela a été encore plus rapide : il n’a pas renégozié les traités européens, il a fait adopter le CICE et la loi travail El Khomri, un « choc » libéral proposé par Emmanuel Macron depuis Bercy pour concrétiser la promesse présidentielle d’inverser la courbe du chômage. Pour moi, une politique de gauche, c’est une politique sociale-démocrate, et cela a été raté.

**C’est finalement avec la droite au pouvoir que vous avez le mieux négocié lorsque vous étiez à la tête de FO...**

La question, que l’on soit d’accord ou non avec un exécutif, c’est aussi le mode de décision. Quand on discutait avec Hollande, il était difficile d’obtenir une réponse. Avec Sarkozy, je savais si c’était oui ou non.

**Vous êtes indulgent avec Xavier Bertrand, potentiel candidat de la droite en 2022. Son bilan au ministère du Travail, c’est pourtant, en pleine crise, la fusion Unedic-ANPE et l’absence de recours massif à l’activité partielle...**

Les ministres du Travail ne décident pas des gros dossiers. Lors de la fusion Unedic-ANPE, Bercy était également à la manœuvre, et j’étais en désaccord avec Nicolas Sarkozy sur cette question. Mais ce qui compte aussi, pour un syndicaliste, c’est de savoir si un responsable politique écoute, peut évoluer sur un dossier. Avec Xavier Bertrand, il n’y a pas eu de coups tordus.

Bruno Levy pour “Marianne”

**Emmanuel Macron, écrivez-vous, considère la négociation sociale comme un frein à sa volonté de réforme. Il n'a jamais évolué ?**

Macron n'a pas de culture sociale. Pour lui, la place des syndicats est dans l'entreprise, mais pas au niveau national, qui relève de l'État... et donc de lui. En 2017, il a pourtant accepté une concertation sur les ordonnances libéralisant le Code du travail. Et nous l'avons fait bouger. J'ai alors pensé qu'il avait compris qu'un président doit toujours dialoguer avec les syndicats. Ce n'était pas le cas. La SNCF réformée, il a dû se dire « je peux tout faire », et ensuite... on a eu les « gilets jaunes » !

**En 2017, vous vous êtes battu pour préserver le cœur du modèle social français : la hiérarchie de ses normes. Que se passerait-il dans la crise actuelle si les négociations interprofessionnelles ou de branche n'existaient plus ?**

L'égalité républicaine, pour moi, c'est assurer un minimum d'égalité de droits entre tout le monde. Or, sur le plan social, seules les négociations interprofessionnelles et les négociations de branche entre patronat et syndicats permettent de protéger 94 % des salariés par une convention collective. Dans la pandémie, on observe d'ailleurs un regain de ces négociations : sans accords de branche, il aurait été difficile de déployer l'activité partielle de longue durée.

**Emmanuel Macron persiste à vouloir réformer l'assurance chômage frontalement contre les syndicats. Une erreur ?**

Oui, car cette réforme au forceps est injuste. Au lieu de s'exposer, l'exécutif ferait mieux de laisser les partenaires sociaux gérer l'assurance chômage ! Mais le président les a marginalisés en remplaçant la cotisation des salariés par la CSG, ce qui conduit à une quasi-étatisation de cette protection.

## CARNETS DE LUTTE

**S**ecrétaire général de Force ouvrière de 2004 à 2018, ce réformiste, européen, libre-penseur, qui a grandi dans le Nord au sein d'une famille « *syndicaliste un jour, syndicaliste toujours* », jauge, dans un livre à paraître le 5 mai, quatre présidents, sept Premiers ministres et 11 ministres du Travail. Pas tendre avec François Hollande, déçu par Emmanuel Macron, qu'il a pourtant tenté de former au respect du modèle social français. Ses confidences permettent de comprendre pourquoi des réformes lancées en fanfare, mais sans consensus, s'embourbent... ou se payent avec retard dans les urnes. À un an de la présidentielle, devenu consultant, Mailly est inquiet, pour le pays comme pour l'Europe. Il tourne aussi la page douloureuse de son départ de Force ouvrière, sans toutefois livrer tous les secrets de famille de cette « auberge espagnole »... ■ **L.D.** *Manifs et Chuchotements*, de Jean-Claude Mailly, Flammarion, 280 p., 19 €.

**Officiellement, la réforme des retraites n'est pas abandonnée...**

La réforme adoptée à l'Assemblée en première lecture ne pourra pas aboutir avant 2022. Quant à faire une réforme paramétrique, je dis : « bon courage »... La mécanique d'étatisation des pensions est déjà en marche. Dès janvier 2022, il est prévu que les cotisations des retraites complémentaires des actifs soient recouvrées par les Urssaf. On risque l'accident industriel avec ce calendrier, car les Urssaf n'ont jamais géré les droits individuels des assurés.

**Le recul de Jacques Chirac sur le CPE en 2006 marque la dernière victoire syndicale en France. Les syndicats peuvent-ils encore faire reculer un gouvernement ?**

Nous vivons une période difficile pour tout le monde, y compris pour les syndicats. Une bonne partie de leur activité vise à défendre les acquis sociaux existants plutôt qu'à gagner de nouveaux droits. Cela freine les adhésions. Mais, lorsqu'un gouvernement refuse de reculer devant une mobilisation

portée par les syndicats, il y a un effet politique sur les élections qui suivent : le mouvement de 1995 a joué sur les législatives de 1997.

**Redoutez-vous une explosion de la précarité lorsque les aides déployées par l'exécutif seront débranchées ?**

Aujourd'hui, on ne peut rien exclure. Nombre d'artisans, de TPE vont aller au tapis, il y aura des plans sociaux. Comment les jeunes vont-ils réagir ? La France vient de déposer à Bruxelles des perspectives selon lesquelles elle s'engage à réduire son déficit budgétaire à 2,8 % à l'horizon 2027. Va-t-on revenir à une pensée austéritaire ? Le peuple français est éruptif...

**Quelles sont vos propositions pour relever le pays ?**

Je suis européen, mais, à mes yeux, les traités doivent être rediscutés pour construire un socle social européen minimal qui inclurait un smic, calculé dans chaque État membre sur la base de 60 % du salaire médian du pays. En France, une réforme fiscale doit redonner de l'importance à un impôt progressif sur les revenus. Les entreprises, elles, doivent partager la valeur qu'elles créent avec leurs salariés, leurs actionnaires comme leurs sous-traitants, leurs fournisseurs... des sujets que nous travaillons au sein du think tank Synergia.

**Comment envisagez-vous la présidentielle ?**

La campagne va être dure, et je suis inquiet. Les candidats devraient changer de méthode : ne plus débarquer avec des programmes que personne ne lit. Ils devraient fixer un cap sur des valeurs. Les parlementaires évalueraient ensuite, chaque année, où on est dans le pays sur l'égalité, la fraternité, la laïcité, la liberté. Les défis sont si importants que, à mes yeux, la situation mériterait la réunion, sur le modèle du CNR, d'un Conseil national de la reconstruction. ■